

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 16199

Numéro SIREN : 523 806 669

Nom ou dénomination : 1Year1Book

Ce dépôt a été enregistré le 02/11/2020 sous le numéro de dépôt 111944

IYEARIBOOK
Société à responsabilité limitée
au capital de 4.500 euros
Siège social : 10 Rue Thibaud - 75014 PARIS
523 806 669 RCS PARIS

**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
DU 15 OCTOBRE 2020**

L'an deux mille vingt,
Le quinze octobre,
A dix heures.

Les associés de la société IYEARIBOOK, société à responsabilité limitée au capital de 4 500 euros, divisé en 450 parts de 10 euros chacune, se sont réunis en **Assemblée Générale Extraordinaire**, 10 Rue Thibaud - 75014 PARIS, sur convocation faite par la gérance.

Sont présents :

Monsieur **Cédric BROGARD**, titulaire de 13 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur **Hubert DALSTEIN**, titulaire de 261 parts sociales en pleine propriété,

Monsieur **Romain HILL**, titulaire de 153 parts sociales en pleine propriété,

Madame **Lynda RODOLFO**, titulaire de 23 parts sociales en pleine propriété,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur **Hubert DALSTEIN**, gérant associé

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Régularisation de la date de clôture de l'exercice social,
- Modifications statutaires corrélatives,

H.D C.R
C.B AM

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée

- les statuts à jour de la Société,
- le rapport de la gérance,
- les statuts constitutifs de la Société,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration

Le Président présente son rapport, puis déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate qu'il existe une incohérence entre la date de clôture d'exercice social qui est mentionnée dans les statuts de la Société depuis l'origine, à savoir le 31 décembre de chaque année, et la date de clôture d'exercice social qui a été réellement adoptée par la Société depuis sa création, à savoir le 31 juillet de chaque année,

Etant précisé que la Société a régulièrement procédé auprès des organismes fiscaux aux déclarations de ses comptes annuels aux clôtures suivantes pour les exercices passés :

31/07/2011 pour le premier exercice social,
puis respectivement aux 31/07/2012, 31/07/2013, 31/07/2014, 31/07/2015, 31/07/2016, 31/07/2017, 31/07/2018, 31/07/2019, et 31/07/2020,

Et que, manifestement, la mention de la date de clôture au 31 décembre dans les statuts résulte d'une coquille non corrigée depuis.

En conséquence, aux fins de corriger cette anomalie, l'Assemblée Générale décide de modifier la date de clôture de l'exercice, qui est le 31 juillet de chaque année, avec effet rétroactif au 29 juin 2010, date de constitution de la Société.

L'Assemblée Générale prend acte en outre que cette anomalie a empêché depuis tous dépôts de comptes annuels auprès du registre du commerce et des sociétés, et que la présente rectification lui permettra de régulariser le dépôt des exercices antérieurs non déposés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

H.D C.R
C.B R.H

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts, désormais libellé comme suit :

ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL.

« L'exercice social commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet de l'année suivante. Par exception, le premier exercice social a débuté à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et s'est terminé le 31 juillet 2011. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés

Monsieur Romain IIII.I.



Monsieur Cédric BROGARD



Monsieur Hubert DALSTEIN



Madame Lynda RODOLFO



1YEAR1BOOK

Société à responsabilité limitée

au capital de 4.500 euros

Siège social : 10 Rue Thibaud - 75014 PARIS

523 806 669 RCS PARIS

STATUTS

MIS A JOUR AU 15 OCTOBRE 2020



STATUTS 1Year1Book

SARL au capital de 4500 Euros

Siège social: 10 rue Thibaud 75014 PARIS

Les soussignés :

- Monsieur HILL Romain né le 20/05/1988 à Lyon, de nationalité Française, célibataire, demeurant 10, rue Thibaud 75014 PARIS
- Monsieur DALSTEIN Hubert né le 31/01/1988 à Châtenay-Malabry, de nationalité Française, célibataire, demeurant 69 av des Hespérides 06300 NICE
- Monsieur BROGARD Cédric né le 02/03/1988 à Versailles, de nationalité Française, célibataire, demeurant 9 impasse du Moulin d'Avalou 49800 Brain sur l'Authion
- Madame RODOLFO Lynda né le 25/09/1990 à MEKNES (MAROC), de nationalité Française, célibataire, demeurant 5L, Cour Lefebvre, 80080 AMIENS

ONT CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : FORME

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur, ainsi que les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet :

Création de sites internet adaptés à des communautés. Elaboration de produits grâce à la mise en commun des informations récoltées. Vente de produits pour cette communauté.

Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toute autre société ou entreprise, française ou étrangère ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 : DÉNOMINATION

La dénomination sociale de la société est : 1Year1Book

Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots : " Société à responsabilité limitée " ou des initiales " SARL. " et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 : SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à :

10 rue Thibaud, 75014 PARIS.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision du gérant, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés. La gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

H.D

ARTICLE 5 : DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans, qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet de l'année suivante. Par exception, le premier exercice social a débuté à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et s'est terminé le 31 juillet 2011.

ARTICLE 7 : APPORTS

Les apports constitutifs du capital social ont été souscrits de la façon suivante :

1. Apports en numéraire

- Monsieur HILL Romain apporte à la société la somme de 1100 euros et libère la somme de 220 euros
- Monsieur DALSTEIN Hubert apporte à la société la somme de 650 euros et libère la somme de 130 euros
- Monsieur BROGARD Cédric apporte à la société la somme de 650 euros et libère la somme de 130 euros

Total des apports souscrits : 2400 euros

Les actions représentant ces apports en numéraire sont libérées à hauteur de 20% de leur valeur. La partie libérée de ces apports en numéraire, soit la somme de 480 euros a été, conformément à la loi, déposée par les associés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Société Générale à Paris. Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. Les apports en numéraire non libérés seront versés sur appel de fonds du gérant et au plus tard dans les cinq ans suivant l'immatriculation de la société.

2. Apports en nature

- Monsieur HILL Romain apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :
 - Un Ordi MAC à 700 euros
- Monsieur DALSTEIN Hubert apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :
 - Un Ordi PC à 700 euros
- Monsieur BROGARD Cédric apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :
 - Un ordi Mac à 700 euros

Les associés décident unanimement de renoncer à faire appel à un commissaire aux apports pour évaluer ces apports en nature.

3. Récapitulation des apports concourant à la formation du capital social

- Apports en numéraire : 2400 euros - Apports en nature : 2100 euros - Total des apports formant le capital social : 4500 euros

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre mille cinq cents euros (4500).
Il est divisé en quatre cent cinquante (450) parts de dix (10) euro chacune souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- Monsieur HILL Romain 180 parts, numérotées de 1 à 180
- Monsieur DALSTEIN Hubert 135 parts, numérotées de 181 à 315
- Monsieur BROGARD Cédric 135 parts, numérotées de 316 à 450

Total des parts formant le capital social: 450 parts.

Les associés déclarent que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquées.

Aux termes d'une décision collective du 10 septembre 2014, il est divisé en 450 parts de 10 € chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 450 et attribuées de la manière suivante :

1/ à Monsieur Romain HILL à concurrence de cent quatre-vingt dix-huit parts et numérotées de 1 à 180 et de 339 à 356	198 parts
2/ à Monsieur Hubert DALSTEIN à concurrence de cent cinquante-trois parts et numérotées de 181 à 315 et de 357 à 374	153 parts
3/ à Monsieur Cédric BROGARD à concurrence de soixante seize parts et numérotées de 375 à 450	76 parts
4/ à Madame Lynda RODOLFO à concurrence de vingt-trois parts et numérotées de 316 à 338	23 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 450 parts

Aux termes de cessions de parts sociales par Monsieur Romain Hill et par Monsieur Cédric Brogard intervenues le 4 novembre 2019, le capital social est divisé en 450 parts de 10 € chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 450 et répartie comme suit entre les associés :

1/ à Monsieur Romain HILL à concurrence de cent cinquante-trois parts et numérotées de 46 à 180 et de 339 à 356	153 parts
2/ à Monsieur Hubert DALSTEIN à concurrence de deux cent soixante et une parts et numérotées de 1 à 45, de 181 à 315, de 357 à 374 et de 388 à 450	261 parts
3/ à Monsieur Cédric BROGARD à concurrence de cent cinquante-trois parts et numérotées de 375 à 387	13 parts
4/ à Madame Lynda RODOLFO à concurrence de vingt-trois parts et numérotées de 316 à 338	23 parts

total égal au nombre de parts composant le capital social : 450 parts

ARTICLE 9 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par

total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement sont désignés par décision collective ordinaire. La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Les commissaires en fonctions exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 16 : CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 17 : CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 18 : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 16. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

ARTICLE 19 : DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

le gérant d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

La cession des parts sociales de la société se fera sous les conditions suivantes :

- Le conjoint, un ascendant ou descendant ne devient associé qu'après avoir été agréé par les autres associés, les conditions d'agrément étant dans ce cas identiques à celles prévues pour les tiers. - La cession entre associés est également soumise à agrément.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins soixante-dix pour cent (70%) des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 11 : DECES D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément.

ARTICLE 12 : REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

ARTICLE 13 : GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux. Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision des associés représentant plus de soixante-dix pour cent (70%) parts sociales.

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions. En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 14 : POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination. Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés. Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 15 : COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire. La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants :

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 20 : PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 21 : APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé. Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 22 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de soixante-dix pour cent (70%) des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, également être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de soixante-dix pour cent (70%) des parts sociales.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 23 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées : - à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé, - à la majorité en nombre des associés représentant au moins soixante-dix pour cent (70%) des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés, - par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires, - et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

ARTICLE 24 : CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée. Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 22 et 23 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

ARTICLE 25 : AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende. Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

ARTICLE 26 : TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 27 : DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 28 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au

montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 29 : CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

ARTICLE 30 : JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 31 : POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

**STATUTS MIS A JOUR
AU 15 OCTOBRE 2020**

Certifiés conformes à l'original,

**Hubert DALSTEIN
Gérant**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hubert Dalstein', written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.